



**Forum des législateurs et des hommes d'affaires d'Afrique et du Monde
Arabe sous le thème : « la pertinence de l'investissement en Afrique ».
*Hôtel Sheraton, Addis-Abeba, Éthiopie, les 1 et 2 août 2015***

COMMUNIQUE FINAL

Du 1 au 2 août 2015, il s'est tenu un Forum des législateurs et des hommes d'affaires d'Afrique et du Monde Arabe à Addis-Abeba en Éthiopie, à l'Hôtel Sheraton, rassemblant plus de 140 participants avec l'objectif de promouvoir l'idée de l'investissement en Afrique et de développer les relations commerciales au sein des deux régions.

Le Forum a été conjointement organisé par l'Association des Sénats, Shoura et Conseils Équivalents d'Afrique et du Monde Arabe (ASSECAA) ainsi que la Chambre Panafricaine de Commerce et d'Industrie (PACCI).

Les chambres de commerce et d'industrie de l'Afrique et du Monde Arabe et les pays membres de l'ASSECAA ci-après ont pris part à la réunion. Il s'agit de:

1. La République algérienne démocratique et populaire
2. La République du Soudan
3. La République du Burundi
4. Le Royaume du Maroc
5. Le Royaume d'Arabie Saoudite
6. La République du Congo (Brazzaville)
7. La République du Zimbabwe
8. La République de Namibie
9. La République Fédérale Démocratique de l'Éthiopie



La liste des participants comprend également les ambassadeurs, les représentants des corps diplomatiques et ceux des organisations internationales basées à Addis-Abeba.

L'événement vise à promouvoir un engagement régulier et permanent des politiciens et des hommes d'affaires au sein des deux régions.

Il constitue un cadre de partenariat unique visant à susciter un débat entre les législateurs et les hommes d'affaires d'Afrique et du Monde Arabe sur la manière à encourager une croissance durable et une intégration économique au sein des deux régions.

La réunion a été inaugurée par S.E. M. Mohammed Rashid, vice-Président de la Chambre de la Fédération de l'Éthiopie, qui représentait le Président de la dite Chambre, S.E. Mr KassaTeklebrahn, également Président de l'ASSECAA. Mr. Rashid a invité les différents participants à un échange de vues fructueux notamment les participants du secteur privé et du monde des affaires en vue de partager leurs expériences et leurs défis avec les législateurs. Ceux-ci peuvent trouver des solutions à leurs doléances et participer à des discussions qui sont indispensables à la réussite de l'objectif global du Forum.

Aux cérémonies d'ouverture, les participants ont écouté les allocutions prononcées par le Secrétaire Général de l'ASSECAA, Mr. Abdulwasie Yusuf Ali; le vice-Président du Conseil de la Nation de l'Algérie, Dr Jamal Qiqan et le Directeur Exécutif de la Chambre Panafricaine de Commerce et d'Industrie, Mr. KebourGhenna. Ils ont indiqué la volonté et le désir des deux régions à promouvoir la coopération mutuelle et à renforcer leur niveau de coopération à travers des stratégies concertées ainsi que les opportunités remarquables que cette coopération entre les deux régions pourrait apporter respectivement ; contribuant ainsi à atteindre le potentiel des objectifs de développement durable. Ils ont aussi souligné qu'il y a certainement un besoin d'offrir des incitations aux entreprises et de mettre l'accent sur l'éducation car Les économies dépendent des compétences des citoyens de ces pays.



La conférence a également indiqué que les pays africains et arabes ont des liens solides, sur lesquels ils peuvent établir un partenariat, mais ils doivent tout d'abord poursuivre un programme de croissance robuste axé sur les potentialités de leurs pays respectifs. L'Afrique a besoin d'élaborer des stratégies en vue de développer de manière responsable et en toute sécurité ses ressources naturelles abondantes et de reconstruire des infrastructures à travers lesquelles les investissements judicieux et à long terme ne contribueraient non seulement à créer des opportunités d'emploi, mais aussi à faciliter le flux du commerce de façon plus efficace.

L'objectif serait de doubler les échanges commerciaux entre les économies des deux régions au cours des cinq prochaines années. Pour atteindre cet objectif, la stratégie doit inclure: la réduction des barrières commerciales, la mise en œuvre des accords existants, la sensibilisation du public sur les avantages du partenariat afro-arabe et l'attraction des dizaines de milliers de nouvelles entreprises dans le domaine de l'exportation.

L'Afrique dispose de la terre, de la main-d'œuvre active et la possibilité d'être le centre de la production alimentaire pour le Monde arabe et le monde en général. Mais la possession d'une terre, de la main-d'œuvre et d'une volonté est une chose, le développement de la terre et la distribution des profits en faveur de tous les citoyens en est une autre. Le développement se fait tout d'abord par l'investissement. Les Pays arabes, avec des ressources financières, devraient sérieusement envisager d'accroître leur niveau actuel d'investissement. L'Afrique devrait, en retour, s'efforcer d'établir de la confiance auprès des investisseurs, de lutter contre la corruption, d'assurer la prévisibilité et la qualité des lois et règlements et de lancer des projets durables.

Dans son allocution, le Dr Sidi OuldTaha, Directeur Général de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA), a mis l'accent sur l'importance des échanges de vues entre les pays arabes et africains en vue de parvenir à des accords nécessaires qui contribueront à faire face aux défis rencontrés par les différents acteurs dans les deux mondes. Il a souligné que les ressources naturelles sont disponibles, mais la



grande question est comment attirer les investissements directs étrangers. La Banque BADEA a établi différents mécanismes à travers plusieurs secteurs notamment dans les infrastructures, l'agriculture et la santé, qui sont nécessaires pour stimuler le développement économique et financier du secteur privé dans ses activités liées au commerce extérieur. Ces activités constituent également une priorité stratégique de la BADEA pour 2015-2019.

La séance de travail a été répartie en trois groupes de discussion. Ces groupes étaient présidés par des personnes expérimentées dans les différents domaines du développement, de l'investissement, du commerce et de la gestion.

Le 1er groupe a examiné les motivations réelles d'un agenda commercial entre l'Afrique et le Monde arabe et comment le renforcer?

Les principales questions évoquées et discutées renferment des réalités suivantes:

- Les investissements arabes en Afrique étaient assez faibles par rapport aux investissements arabes dans le reste du monde. Cela a été attribué au fait que l'Afrique a besoin de promouvoir son image comme destination attrayante et rentable pour les affaires.
- Les barrières commerciales limitées, avec moins de bureaucratie et une libre circulation des personnes semblent être des éléments essentiels pour la croissance du commerce international de l'Afrique.
- La nécessité de la stabilité politique et économique afin de renforcer la confiance auprès des investisseurs potentiels qui sont intéressés par des rendements élevés et un faible risque dans leurs investissements.
- Le développement économique et la croissance en Afrique devraient être orientés vers l'éducation de la jeunesse en tant que main d'œuvre qualifiée en vue de bâtir et de promouvoir la place de l'Afrique comme étant l'un des futurs grands acteurs financiers dans le monde en assurant une croissance économique durable.



ASSOCIATION DES SENATS, SHOORA ET CONSEILS
EQUIVALENTS D'AFRIQUE ET DU MONDE ARABE

- La reconnaissance de l'importance de l'investissement dans le secteur privé comme l'option la plus importante pour accroître la richesse et le commerce entre l'Afrique et le Monde Arabe.

Le 2ème groupe a mis l'accent sur la création d'un plus grand marché et des opportunités dans le secteur agricole pour stimuler l'intégration afro-arabe. Il a fait remarquer ce qui suit:

- Avec de vastes ressources naturelles, il est temps pour l'Afrique de devenir le principal exportateur des ressources agricoles dans le Monde. Quelques réalisations réussies et prometteuses ont été mentionnées où les pays africains ont commencé à substituer leurs importations en provenance d'autres régions au profit d'autres pays africains.
- En tant que continent en voie de développement avec une telle abondance de ressources inexploitées, l'Afrique peut offrir le meilleur rendement possible aux investissements, qui peuvent atteindre 120%. Le facteur qui entrave l'Afrique de réaliser son potentiel est que son agriculture commerciale n'a pas atteint son plein développement. Ainsi, elle a besoin d'atteindre son plein potentiel en tant qu'une puissance agricole.
- La reconnaissance de l'importance du secteur de l'information et de la communication; son absence nuit au potentiel commercial.
- L'intégration intellectuelle joue un rôle essentiel par laquelle la coopération agricole afro-arabe pourrait se développer. Des expériences de l'intégration économique à petite échelle entre deux pays pourraient avoir lieu pour atteindre le niveau continental entre l'Afrique et le Monde arabe.
- L'équité, la gouvernance impartiale sont des exigences fondamentales pour le développement commercial ainsi que des incitations gouvernementales qui doivent être clairement énoncées et connues dans tout le continent africain. En outre, les progrès, les études et les recherches sur les marchés, les pays, la culture et la législation sur le travail doivent être bien connus afin que de bons investissements puissent être réalisés, en particulier dans les petites entreprises agricoles.



- Les programmes d'échanges en matière d'éducation sont essentiels pour la formation des jeunes gens pour qu'ils deviennent les futurs jeunes entrepreneurs qui seront les acteurs dans la réalisation du développement planifié du commerce.

Le 3ème groupe a discuté des actions à entreprendre pour augmenter le niveau des investissements étrangers en Afrique

De l'avis des experts, il est nécessaire d'entreprendre ce qui suit:

- L'exploitation de l'avantage comparatif et compétitif de l'Afrique pour satisfaire les besoins des investisseurs arabes tout en profitant de leur proximité géographique. Des perspectives pour substituer les importations alimentaires arabes en provenance de l'Europe, de l'Amérique latine, de l'Asie, de l'Australie, etc. au profit des importations africaines. La focalisation sur la correspondance entre les besoins des investisseurs arabes en matière de la sécurité alimentaire avec des entreprises africaines orientées vers l'exportation agricole.

- Le monde arabe dispose des gens très instruits dans le secteur des TIC (Technologies de l'Information et de la Communication), qui l'ont aidé à développer et à diversifier son économie. Pour suivre ce parcours, l'Afrique a besoin de transfert des connaissances et de l'expérience. Des programmes intensifs de renforcement des capacités ou d'assistance technique devraient être promus avec un accent particulier sur l'enseignement technique et la formation professionnelle.

- La stratégie de financement du secteur privé adoptée par les institutions arabes de financement et une assistance technique intensive pour les nations africaines sont indispensables pour soutenir le secteur privé africain. Le secteur privé peut jouer un grand rôle et a besoin de la reconnaissance pour son développement. Cependant, le secteur privé ne peut pas avancer sans les interventions du secteur public qui assure des incitations attrayantes et d'un cadre juridique adéquat.

- L'importance de l'investissement public ne peut pas être sous-estimée. Néanmoins l'IDE (Investissement Direct Étranger) ne doit pas être oublié.



Le rôle du gouvernement est évidemment indispensable, mais le secteur privé doit être la force motrice sur la voie de développement en Afrique.

- L'Élaboration des stratégies, des perspectives et des plans concrets devrait être la priorité pour le continent africain en vue de préparer un environnement propice pour l'instauration d'un partenariat avec le Monde arabe. Les exemples des pays africains engagés dans des investissements en Afrique sont connus avec un accent particulier sur l'exemple marocain.

- Les pays africains ont besoin de travailler sur des garanties car les fonds arabes sont disponibles pour l'investissement en Afrique. Cependant, les investisseurs arabes estiment que les investissements en Afrique portent des risques et pour cette raison les investisseurs semblent être réticents. Cela signifie que les chambres africaines de commerce sont appelées à être les points focaux en vue d'attirer les investissements ainsi que les organisations de la Société civile qui doivent également jouer leur rôle à cet égard.

- Les banques arabes qui ont des liens solides de coopération avec les banques africaines doivent soutenir les acteurs du secteur privé pour promouvoir le commerce entre eux. La capacité des marchés de capitaux africains est également en croissance, une banque africaine peut aujourd'hui lever un milliard de dollars pour l'investissement ; ce qui montre les grandes opportunités que présente le continent aujourd'hui.

- Durant la Conférence, il a été dit que l'Afrique a connu le modèle d'intégration commerciale à l'occidentale. La question de s'inspirer des autres expériences telles que celles asiatiques a été évoquées et quelques exemples ont été identifiés et mentionnés. Dans ces pays, la gouvernance publique forte, suivie par le rôle central du secteur privé ont connu de grands succès, susceptibles d'être considérés comme des repères dans ces régions.



Résolutions et recommandations

Le Forum des législateurs et des hommes d'affaires d'Afrique et du Monde Arabe pour l'année 2015a approuvé les actions suivantes à entreprendre:

1. Le Forum des législateurs et des hommes d'affaires d'Afrique et du Monde arabe pour l'année 2015 appelle les responsables élus à tous les niveaux gouvernementaux à promouvoir des politiques économiques en faveur de la croissance qui reconnaissent le potentiel et l'importance des PME (Petites et Moyennes Entreprises).
2. Le Forum des législateurs et des hommes d'affaires d'Afrique et du Monde arabe pour l'année 2015 appelle les gouvernements à permettre au secteur privé de diriger le développement économique avec des politiques gouvernementales pour soutenir la croissance économique du secteur privé.
3. Le Forum des législateurs et des hommes d'affaires d'Afrique et du Monde arabe pour l'année 2015 encourage les investissements arabes à créer des emplois, à générer des recettes fiscales, à améliorer la gestion des entreprises et la performance environnementale et à contribuer à leurs communautés locales.
4. Le Forum des législateurs et des hommes d'affaires d'Afrique et du Monde arabe pour l'année 2015 appelle à une augmentation des partenariats entre les secteurs public et privé pour aider à l'alignement des besoins public et privé en vue de faire avancer les projets vitaux.
5. Le Forum des législateurs et des hommes d'affaires d'Afrique et du Monde arabe pour l'année 2015 appelle les institutions financières africaines et arabes à accroître la sensibilisation et à faire face aux craintes et aux idées préconçues sur le développement des services bancaires auprès du grand public.
6. Le Forum des législateurs et des hommes d'affaires d'Afrique et du Monde arabe pour l'année 2015 lance un appel aux gouvernements africains et arabes à améliorer la mobilité des entreprises en simplifiant le processus d'obtention des visas d'affaires de court terme et des visas de résidence temporaire pour les hommes/femmes d'affaires.



7. Le Forum des législateurs et des hommes d'affaires d'Afrique et du Monde arabe pour l'année 2015 assure son soutien aux programmes tant nationaux que régionaux qui fournissent des ressources et d'autres formes d'assistance au secteur manufacturier et appelle les gouvernements et les organisations partenaires à soutenir ces programmes.
8. Le Forum des législateurs et des hommes d'affaires d'Afrique et du Monde arabe pour l'année 2015 soutient l'organisation d'ateliers pédagogiques, des séminaires et des missions commerciales pour exposer les entreprises sur les opportunités en Afrique et dans le Monde arabe et sensibiliser le public sur les avantages de l'expansion du commerce et des investissements entre l'Afrique et le Monde Arabe.
9. Le Forum des législateurs et des hommes d'affaires d'Afrique et du Monde arabe pour l'année 2015 s'engage à travailler avec les organes des média pour rendre public les effets positifs de l'investissement et du commerce entre l'Afrique et le Monde Arabe.
10. Le Forum des législateurs et des hommes d'affaires d'Afrique et du Monde arabe pour l'année 2015 appelle les chambres de commerce et d'industrie au niveau national à lancer un programme global de promotion de l'investissement direct étranger et à aider les investisseurs potentiels des pays arabes.
11. Le Forum des législateurs et des hommes d'affaires d'Afrique et du Monde arabe pour l'année 2015 encourage l'expansion et le renforcement des marchés des capitaux des pays africains et arabes.
12. Le Forum des législateurs et des hommes d'affaires d'Afrique et du Monde arabe pour l'année 2015 encourage la création des zones franches pour les services manufacturiers et financiers et la promotion du système (construction-possession-exploitation-transfert) et le programme de développement des infrastructures.
13. Le Forum des législateurs et des hommes d'affaires d'Afrique et du Monde arabe pour l'année 2015 appelle à l'harmonisation des cadres juridiques par les législateurs



14. Le Forum des législateurs et des hommes d'affaires d'Afrique et du Monde arabe pour l'année 2015 encourage la facilitation du transfert des fonds et des profits entre les deux régions.

15. Le Forum des législateurs et des hommes d'affaires d'Afrique et du Monde arabe pour l'année 2015 encourage l'élaboration d'études de recherche et de faisabilité, aujourd'hui absentes, qui entravent le potentiel de l'analyse de données et la promotion des échanges et des investissements.

16. Le Forum des législateurs et des hommes d'affaires d'Afrique et du Monde arabe pour l'année 2015 encourage la création d'un centre d'arbitrage pour le renforcement de l'agenda commercial entre les pays africains et arabes.

17. Le Forum des législateurs et des hommes d'affaires d'Afrique et du Monde arabe pour l'année 2015 appelle les gouvernements à formuler des stratégies et des plans concrets lorsdu Sommet afro-arabe prévu en Guinée Équatoriale en 2016.

18. Le Forum des législateurs et des hommes d'affaires d'Afrique et du Monde arabe pour l'année 2015 s'engage à soutenir et à promouvoir la contribution des femmes et des jeunes dans le développement des échanges commerciaux et des investissements entre les pays africains et arabes.

Secrétariat Général de l'ASSECAA
ADDIS-ABEBA
Août 2015

N.B.

(À la fin dela Conférence, les délégués des pays membres de l'ASSECAA ont procédé à l'évaluation de la réunion et l'un après l'autre, ils l'ont salué, la qualifiant de très fructueuse).

ASSOCIATION OF SENATES, SHOORA
AND EQUIVALENT COUNCILS
IN AFRICA AND THE ARAB WORLD



رابطة مجالس الشيوخ والشورى والمجالس
المماثلة في أفريقيا والعالم العربي

ASSOCIATION DES SENATS, SHOORA ET CONSEILS
EQUIVALENTS D'AFRIQUE ET DU MONDE ARABE

ASSOCIATION OF SENATES, SHOORA
AND EQUIVALENT COUNCILS
IN AFRICA AND THE ARAB WORLD



رابطة مجالس الشيوخ والشورى والمجالس
المماثلة في أفريقيا والعالم العربي

ASSOCIATION DES SENATS, SHOORA ET CONSEILS
EQUIVALENTS D'AFRIQUE ET DU MONDE ARABE

ASSOCIATION OF SENATES, SHOORA
AND EQUIVALENT COUNCILS
IN AFRICA AND THE ARAB WORLD



رابطة مجالس الشيوخ والشورى والمجالس
المماثلة في أفريقيا والعالم العربي

ASSOCIATION DES SENATS, SHOORA ET CONSEILS
EQUIVALENTS D'AFRIQUE ET DU MONDE ARABE